

Côte d'Ivoire

Laurent Gbagbo face à la justice internationale

Accusé de crimes contre l'humanité, l'ex-président ivoirien devra s'expliquer à La Haye. Une décision qui divise Abidjan

Yannick Van der Schueren

Meurtres, viols, violences sexuelles, actes de persécution et actes inhumains. Tels sont les chefs d'accusation de crimes contre l'humanité retenus par la Cour pénale internationale (CPI) contre le président ivoirien déchu Laurent Gbagbo. Transféré dans la nuit de mardi à mercredi à La Haye, où il a été écroué, l'ancien leader africain, âgé de 66 ans, sera le premier ancien chef d'Etat à être jugé par la CPI depuis sa création, en 2002.

Le refus de Laurent Gbagbo d'accepter sa défaite à l'élection présidentielle de décembre 2010 avait entraîné une guerre civile meurtrière. Trois mille personnes y ont perdu la vie, selon la CPI. Arrêté en avril 2011, M. Gbagbo était en résidence surveillée - avec son épouse, Simone - à Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire. Désormais, celui que l'on surnomme le «Boulangier d'Abidjan», pour être passé maître dans l'art de rouler ses adversaires dans la farine, «devra répondre personnellement des attaques perpétrées contre les civils par les forces agissant en son nom», a expliqué hier le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo.

Le premier, pas le dernier

Les forces pro-Gbagbo ne sont pas les seules à être dans le collimateur de la justice internationale. Les ex-rebelles pro-Ouatara et leurs alliés sont aussi pointés du doigt. «Justice sera faite pour les victimes ivoiriennes de crimes commis à grande échelle: Laurent Gbagbo est le premier à devoir rendre compte de ses actes. Il ne sera pas le dernier», a prévenu le procureur, qui a promis que les enquêtes commencées en octobre se poursuivraient. «Nous amasserons les preuves impartialement et indépendamment, et présenterons d'autres affaires aux juges, quelle



Laurent Gbagbo, président ivoirien déchu, a été transféré à La Haye dans la nuit de mardi à mercredi.

«Le temps de l'impunité de ces crimes est fini»

Luis Moreno-Ocampo
Procureur de la Cour pénale internationale (CPI)

que soit l'affiliation politique. Les dirigeants doivent comprendre que la violence n'est plus une option pour garder ou accéder au pouvoir. Le temps de l'impunité

de ces crimes est fini», a-t-il souligné.

Risque d'explosion

En attendant, la nouvelle du transfert de l'ancien président aux Pays-Bas divise les Ivoiriens. Soulagement chez les uns, colère et conspiration chez les autres. Du côté des sympathisants, la condamnation est unanime. Ils dénoncent une «justice des vainqueurs» qui aura de graves conséquences pour la réconciliation nationale. Dans la foulée, et en signe de protestation,

les candidats membres de la coalition pro-Gbagbo ont retiré leurs candidatures respectives aux législatives du 11 décembre prochain.

A moins de deux semaines du scrutin, ce procès risque plus que jamais de diviser le pays, estiment ainsi certains observateurs. Car si la plupart des miliciens de Laurent Gbagbo ont pris la fuite ou déposé les armes, la colère de la population, en particulier dans l'ouest du pays, traditionnellement favorable à l'ancien président, peut éclater à tout moment.

Des voisins de cellule au lourd passé

● C'est dans une aile de la prison de Scheveningen, à La Haye, que l'ex-président ivoirien est incarcéré depuis hier, dans le centre de détention de la Cour pénale internationale (CPI). Laurent Gbagbo pourra y croiser d'autres détenus célèbres de la CPI.

A commencer par les vingt inculpés par le TPI pour l'ex-Yougoslavie, dont Radovan Karadzic, ex-président des Serbes de Bosnie, arrêté en 2008, et son chef militaire Ratko Mladic, arrêté en mai dernier. Tous deux sont en cours de jugement pour

crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Autre codétenu: Charles Taylor. L'ex-président du Liberia joua un rôle clé dans les guerres qui ravagèrent son pays et la Sierra Leone voisine entre 1989 et 2003. Arrêté en 2006 au Nigeria, il est poursuivi pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et autres violations du droit humanitaire.

Moins connu: le Rwandais Callixte Mbarushimana. Cet ancien dirigeant des Forces démocratiques de libération du Rwanda est soupçonné de

crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en RDC.

Comme le rappelait hier *Le Figaro*, «tout ce beau monde séjourne dans cette prison VIP qui ne ressemble pas aux geôles dans lesquelles ont souvent péri les victimes de ces criminels». Chaque détenu dispose ainsi d'une cellule de 15 m² «tout confort», ouverte la journée, avec bureau, coin cuisine et salle de bains. Les détenus ont accès à Internet et au téléphone, et peuvent profiter d'une salle de sport, d'une salle de jeux et d'une «chambre conjugale». **B.BR.**



Le Dr Ruedi Lüthy pose devant la clinique qu'il a fondée à Harare.

Une bataille suisse contre le sida au Zimbabwe

Le Dr Ruedi Lüthy offre une deuxième chance aux patients séropositifs dans la clinique qu'il a fondée à Harare

«Je ne pouvais pas assister à cette catastrophe sans réagir.» Cela fait trente ans que Ruedi Lüthy se bat contre un ennemi mortel: le sida. Dans les années 80, lorsque les premiers cas font leur apparition, ce médecin suisse dirige le Département d'inféctiologie de l'Hôpital universitaire de Zurich. Il connaît le sentiment d'impuissance face aux nombreux patients qui perdent la vie puis la révolution des trithérapies... «En Europe, le sida est désormais une maladie chronique, constate-t-il. Mais en Afrique, c'est une tout autre histoire!»

En 2002, le Dr Lüthy se rend au Zimbabwe. «Ce que j'ai vu était pire que tout ce que j'avais imaginé. Il n'y avait pas de médecins dans les hôpitaux publics, pas d'antirétroviraux...» L'année suivante, il revient dans le pays, achète une maison dans la banlieue de la capitale, Harare, et ouvre une clinique. Aujourd'hui, l'équipe médicale compte trois docteurs et dix-sept infirmières. L'établissement accueille chaque mois plus de 4000 patients, sélectionnés selon des critères stricts. «Ils doivent être pauvres et en charge d'une famille», explique le docteur Lüthy, dont la clinique est financée par l'Agence suisse pour le développement et la coopération et par la fondation Swiss Aids Care International, qu'il a créée.

«Nous donnons la priorité aux professeurs, aux étudiants, aux infirmières... Des gens qui sont essentiels à ce pays. Mais lorsque

nous acceptons un patient, nous prenons en charge tous les membres de la famille qui sont séropositifs. Cela évite de créer des jalousies et améliore la communication au sujet de la maladie.»

Le Zimbabwe est l'un des pays les plus durement touchés par la pandémie de sida. Plus d'un million de personnes y vivent avec le VIH. Face à la pénurie de médecins, le professeur Lüthy insiste sur la nécessité de former les infirmières, afin d'améliorer le suivi des patients séropositifs. «Il ne suffit pas de remettre un sac avec des médicaments! Par exemple, beaucoup de gens ne sont pas informés qu'il est essentiel de prendre ses comprimés régulièrement, afin de ne pas compromettre tout le traitement, déplore-t-il. Mais il semble y avoir une prise de conscience à ce niveau: cette année, le Ministère de la santé m'a confié la formation de 150 infirmières dans les hôpitaux publics. Et l'objectif est d'en former encore au moins 200 l'an prochain.»

Les hôpitaux zimbabwéens sont aussi confrontés à un manque de moyens. «Faute de matériel, le personnel médical ne peut pas mesurer la charge virale des patients. Or, sans cela, il est impossible de savoir si le traitement est efficace.» Idéalement, Ruedi Lüthy prône une prise en charge «globale» des patients. «Ces gens n'ont même pas de quoi payer le bus pour venir se faire soigner! Pour nos patients, nous finançons le transport, distribuons de la nourriture, dispensons des cours de jardinage... Nous avons aussi ouvert une crèche, une école, un cabinet de dentisterie...» Afin que même pour ces familles pauvres, le sida ne soit plus une fatalité. **Patricia Huon**

PUBLICITÉ

CONCOURS

Grand concours de Noël

Du 1^{er} au 24 décembre, participez au concours de Noël avec la Tribune de Genève et la Fnac!

Aujourd'hui
GAGNEZ...

10 jeux DeadSpace 2 - PS3
(valeur Fr. 80.-/jeux)



fnac
partageons nos passions



PAR SMS (Fr. 1.50/SMS)
Tapez **TDG NOEL10**
Envoyez le message au numéro **8000**



PAR TELEPHONE
(Fr. 1.50 depuis une ligne fixe)
0901 030 000 code 10



PAR INTERNET
www.tdg.ch/concours

Délai de participation : dimanche 4 décembre à minuit
Conditions sous www.tdg.ch/concours

**Tribune
de Genève**